

RAPPORT N° 166 3 novembre 2004
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 230.03 Jacques Morand
concernant le Tribunal des flagrants délits

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport faisant suite au postulat du député Jacques Morand concernant la création d'un Tribunal des flagrants délits.

1. INTRODUCTION

Par postulat déposé le 6 mai et développé le 8 mai 2003, le député Jacques Morand et 25 co-signataires ont demandé au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité de prévoir une procédure abrégée pour les adultes et les délinquants mineurs lorsque les faits sont reconnus notamment en cas de flagrants délits.

Dans sa réponse du 23 septembre 2003, le Conseil d'Etat a reconnu que face à l'augmentation de la délinquance, un jugement plus rapide pourrait avoir des effets positifs. Il a donc proposé l'acceptation du postulat et de faire porter l'étude sur la mise en place d'une procédure accélérée ainsi que sur toutes mesures propres à permettre une réaction plus rapide de la justice face à certains types de délinquance.

Le 7 novembre 2003, le Grand Conseil a voté la prise en considération du postulat.

Le Conseil d'Etat s'est fondé, pour établir le présent rapport, sur une étude du Service de législation sur le droit français et allemand, sur la documentation fournie par l'Institut du fédéralisme concernant les droits cantonaux de procédure et enfin sur les conclusions d'un groupe de travail composé de représentants du Pouvoir judiciaire et de la police.

2. DROIT COMPARÉ

Le Conseil d'Etat rappelle que les tribunaux de flagrant délit dans nos pays voisins et en Suisse n'existent pas en tant que tels. Le droit pénal français connaît simplement une procédure accélérée, dite de comparution immédiate, qui s'applique notamment aux infractions flagrantes. Il en va de même en droit allemand qui prévoit une procédure accélérée pour les cas clairs.

En Suisse, plusieurs cantons ont institué des procédures accélérées applicables à des situations déterminées.

2.1 Droit français

Le droit français contient des dispositions particulières tendant à accélérer la répression pénale de certains crimes ou délits. Ces dispositions concernent d'une part les enquêtes de police et d'autre part la procédure judiciaire. La présentation qui suit traite essentiellement des secondes. Elle donne toutefois également certaines informations générales relatives aux enquêtes de police (cf. ci-dessous ch. 1)

A signaler que l'Assemblée nationale française a adopté, le 23 mai 2003, un projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité. Ce projet contient des dispositions relatives à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

2.1.1 Enquête sur infraction flagrante

L'enquête sur infraction flagrante s'oppose en procédure pénale française à l'enquête préliminaire (enquête de police ordinaire). La distinction se fonde sur l'idée qu'en cas d'infraction flagrante, il est indispensable de procéder rapidement, si on veut éviter la disparition des preuves encore manifestes de l'infraction: les pouvoirs reconnus aux enquêteurs sont étendus et les mesures protectrices des libertés réduites. Ce type d'enquête ne peut donc être appliqué que dans les cas assez graves pour justifier une restriction des droits des citoyens. Elle suppose un crime ou un délit contre lequel la loi prévoit une peine d'emprisonnement, en sont exclus les cas de contraventions ou de délits punis simplement de l'amende.

L'enquête sur infraction flagrante ne peut se poursuivre durant plus de huit jours (art. 53 al. 2 CPP fr.) Les prescriptions régissant les diverses opérations de l'enquête, aussi bien concernant les investigations matérielles que la collecte des dépositions, sont extrêmement minutieuses.

2.1.2 Comparution immédiate

a) Généralités

La comparution immédiate est un mode de saisine du tribunal correctionnel, dans lequel le procureur de la République décide de faire traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal correctionnel (art. 395 CPP fr). Elle peut intervenir après l'arrestation d'une personne prise en flagrant délit ou dans d'autres cas, lorsque le procureur estime que l'affaire est immédiatement en l'état d'être jugée.

La procédure de la comparution immédiate remplace depuis 1983 la procédure de la saisine directe, qui avait elle-même succédé, en 1981, à la procédure de flagrant délit. La procédure de la comparution immédiate offre davantage de garanties au prévenu que celles de flagrant délit et de la saisine directe.

b) Champ d'application

Quant aux personnes

La procédure par comparution immédiate s'applique exclusivement aux personnes majeures.

Quant aux infractions

Elle concerne les délits pour lesquels la loi prévoit un emprisonnement maximal au moins égal à deux ans (ou six mois, dans le cas des délits flagrants).

Domaines exclus

Elle n'est pas applicable aux délits de presse, aux délits politiques, ni aux infractions dont la procédure de poursuite est prévue par une loi spéciale.

c) Condition

Il faut que les preuves réunies soient suffisantes pour que le procureur de la République estime que le tribunal sera en mesure de se prononcer sur le cas: «..., le procureur de la République, lorsqu'il lui apparaît que les charges réunies sont suffisantes et que l'affaire est en l'état d'être jugée, peut, s'il estime que les éléments de l'espèce justifient une comparution immédiate, traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.» (art. 395 CPP fr.).

d) Procédure

Autorités compétentes

La décision de soumettre le prévenu à la procédure de comparution immédiate appartient au procureur de la République.

L'autorité chargée du jugement du prévenu est le tribunal correctionnel.

Droits du prévenu

Avant la comparution

Le procureur de la République doit informer la personne déférée devant lui qu'elle a le droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office. L'avocat peut consulter le dossier sur-le-champ et communiquer librement avec le prévenu (art. 393 CPP fr.).

Le prévenu peut demander un délai pour préparer sa défense. Ce délai ne pourra pas être inférieur à deux semaines, sauf renonciation de sa part, ni supérieur à six semaines. Lorsque la peine encourue est supérieure à sept ans d'emprisonnement, les limites fixées sont prolongées: le délai ne devra pas être inférieur à deux mois, ni supérieur à quatre mois (art. 397-1 CPP fr.).

Lors de la comparution

Le tribunal doit avertir le prévenu qu'il ne peut pas être jugé le jour même sans son accord. Cet accord ne peut être recueilli qu'en présence de l'avocat choisi par l'intéressé ou de l'avocat qui lui a été commis d'office. (art. 397 CPP fr.).

Caractères généraux de la procédure

La procédure devant le tribunal correctionnel est ordinaire: orale, publique et contradictoire.

Déroulement de la procédure

- Si le prévenu consent à être jugé séance tenante et si l'affaire paraît en état d'être jugée, il est retenu jusqu'à sa comparution, qui doit avoir lieu le jour même; il est conduit sous escorte devant le tribunal. Les témoins peuvent être cités sans délai et par tout moyen (art. 397-5 CPP fr.).

Si la réunion du tribunal est impossible le jour même, le prévenu doit comparaître devant le tribunal au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant. Dans l'interval, il peut être placé en détention provisoire, à la demande du procureur de la République, par ordonnance du juge des libertés et de la détention. Cette ordonnance n'est pas susceptible d'appel. Si le tribunal ne siège pas à temps, le prévenu est alors d'office remis en liberté (art. 395 et 396 CPP fr.).

Si le juge des libertés et de la détention estime que la détention provisoire n'est pas nécessaire, le procureur de la République invite le prévenu à comparaître devant le tribunal dans un délai qui ne doit pas être inférieur à dix jours, sauf renonciation expresse de l'intéressé en présence de son avocat, ni supérieur à deux mois (art. 396 CPP fr.).

- En revanche, si le prévenu ne consent pas à être jugé séance tenante ou si l'affaire ne paraît pas en état d'être jugée, le tribunal doit renvoyer à une audience ultérieure qui doit avoir lieu dans un délai de deux semaines (sauf renonciation du prévenu) à six semaines. Lorsque la peine encourue est supérieure à sept ans d'emprisonnement, le prévenu peut demander que l'audience soit renvoyée à une audience qui

devra avoir lieu dans un délai de deux à quatre mois (art. 397-1 CPP fr.).

Pour garantir la bonne marche de la justice, dans ces deux cas, le tribunal peut placer ou maintenir le prévenu sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire. Le jugement doit alors être rendu dans les deux mois (quatre mois, dans le cas où la nouvelle audience doit avoir lieu dans un délai de deux à quatre mois) qui suivent le jour de la première comparution devant le tribunal. Faute de décision dans ce délai, le prévenu est libéré d'office.

e) Exécution de la peine

Si le prévenu est condamné à une peine d'emprisonnement sans sursis, le tribunal peut ordonner le placement ou le maintien en détention par décision spécialement motivée: c'est-à-dire que le condamné sera incarcéré immédiatement suite à son jugement (art. 397-4 CPP fr.).

f) Voies de recours

Les décisions rendues à l'issue d'une procédure de comparution immédiate sont soumises aux mêmes voies de recours que les jugements ordinaires.

Toutefois, lorsque le prévenu détenu (cette précision exclut les cas où la condamnation est assortie du sursis) fait appel contre le jugement de fond, la cour doit statuer dans les quatre mois. A défaut, le détenu est remis d'office en liberté (art. 397-4 CPP fr.).

2.2 Droit allemand

Le législateur allemand a également introduit une procédure accélérée pour les cas clairs (§ 417–420 StPO).

En bref, il incombe au ministère public («Staatsanwaltschaft») de demander au juge pénal («Strafrichter») ou au jury («Schöffengericht») d'autoriser l'application de la procédure accélérée («beschleunigtes Verfahren»), lorsque la cause peut faire l'objet d'un jugement immédiat en raison de la simplicité de l'état de fait ou de la clarté des preuves. La peine d'emprisonnement encourue ne doit pas être supérieure à une année. L'audience commence sur-le-champ ou dans un bref délai («sofort oder in kurzer Frist»). Le prévenu est traduit plus rapidement devant le tribunal; mais il n'y a pas de tribunal spécialement désigné pour appliquer la procédure accélérée. Le prévenu, s'il encourt une peine d'emprisonnement de six mois au moins et s'il n'a pas désigné de défenseur, se voit attribuer un défenseur d'office. Cette procédure n'est pas applicable aux mineurs (§ 79 Jugendgerichtsgesetz).

Par ailleurs, s'agissant du volet policier, le droit pénal allemand permet la détention provisoire des prévenus pris en flagrant délit ou lorsqu'il est vraisemblable que la cause sera traitée en procédure accélérée (§ 127b StPO).

2.3 Droits cantonaux

Le canton du JU (art. 265 CPP) connaît l'institution du jugement immédiat. Le droit bernois connaissait également cette institution jusqu'en 1997, date d'entrée en vigueur du nouveau code qui a abandonné cette procédure.

Les cantons de BL (§ 137–142 StPO), TI (art. 316a–316g CPP) et ZG (§ 69^{ter} – 69^{octies} StPO) ont introduit dans leur législation une procédure accélérée pour les cas non contestés.

Le canton de BS a adopté en mai 2003 une modification du code de procédure pénale qui étend le champ d'application de la «Verzögerungsverfahren» (§ 5 Abs. 2StPO). De plus, une motion a été déposée pour demander la création d'un «Schnellrichter».

En mars 2002, le Grand Conseil du canton de SO a transmis deux motions demandant l'institution de «Schnellrichter». Elles n'ont toutefois pas encore été concrétisées.

Enfin, le canton de St-Gall a refusé une motion allant dans le même sens, estimant que l'ordonnance pénale est un moyen efficace pour juger rapidement la petite délinquance et qu'il est inopportun, avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du code pénal concernant les sanctions, d'entreprendre une révision de la procédure pénale.

3. MESURES PROPOSÉES

L'auteur du postulat propose de mettre en place une procédure accélérée pour permettre un jugement rapide et une exécution à court terme. Il estime que «dans notre système judiciaire dès la découverte de l'infraction et/ou dès l'arrestation d'un délinquant il se passe beaucoup trop de temps, d'une part jusqu'au jugement et, d'autre part, jusqu'à l'exécution de la sentence».

Il ressort des débats au Grand Conseil concernant la prise en considération du postulat, que le député Morand souhaite non seulement une sanction rapide mais une sanction exemplaire, que le délinquant pris en flagrant délit soit maintenu en détention jusqu'à son jugement et condamné à une peine ferme.

Le Conseil d'Etat tient à rappeler que le juge est lié par les dispositions du code pénal suisse concernant la fixation des peines et par les dispositions du code de procédure pénale concernant la détention préventive. Il ne peut donc, pour des infractions mineures, hors les cas de récidives, condamner à des peines fermes. Ces condamnations seront encore moins fréquentes lors de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions générales du code pénal.

Le Tribunal fédéral a, par ailleurs, affirmé à plusieurs reprises qu'une politique de prévention générale ne peut influencer la fixation de la peine que si cela ne conduit pas à prononcer une peine excédant celle qui correspond à la faute.

Il n'est ainsi pas admissible de frapper le condamné pour des motifs de prévention générale d'une peine plus sévère que celle que justifie l'importance de la faute.

Cela étant, le Conseil d'Etat est aussi d'avis que pour les cas simples, la poursuite et la répression pénales doivent être plus rapides qu'actuellement. Il n'est toutefois pas favorable à la création d'une procédure de comparution immédiate sur le modèle français car cette procédure pose des questions importantes notamment sous l'angle de l'égalité de traitement et de l'affaiblissement des droits de la défense, voire de ceux d'une éventuelle partie civile.

a) Le Conseil d'Etat, à l'instar du groupe de travail, constate que notre code de procédure pénale permet de juger rapidement les infractions mineures et flagrantes par le biais de l'ordonnance pénale. En effet, l'ordonnance pénale qui sanctionne chaque année environ 6000 infractions est rendue selon une procédure sommaire, soit sur la base du dossier, soit après instruction.

Actuellement déjà, il arrive au juge d'instruction de juger des flagrants délits selon cette procédure lorsque les cas sont clairs. Mais la généralisation de cette procédure à tous les cas de flagrants délits suppose certains aménagements au sein de l'Office des juges d'instruction et de la police cantonale.

La procédure suivante a été proposée par le groupe de travail et l'Office des juges d'instruction:

1. Le juge d'instruction de permanence traitera les affaires dites de «flagrants délits» à l'Office des juges d'instruction à Fribourg;
2. Le nombre d'affaires susceptibles d'être traitées annuellement est au maximum de 250;
3. Les catégories d'affaires concernées seront essentiellement: le petit trafic de stupéfiants, les vols simples et certaines infractions à LFSEE et à la LCR;
4. Les cas admis ou clairs pourront être traités dans cette catégorie. Les cas de contraventions ne le pourront pas, étant donné que la garde à vue, nécessaire dans les cas de «flagrants délits», ne pourra pas être prononcée;
5. Le Juge d'instruction rédigera dans les 24 heures (durée de la garde à vue) une ordonnance pénale, sans avoir à disposition un rapport de police. Il se basera uniquement sur un rapport oral des agents de police présents, consigné dans un procès-verbal avec les déclarations du prévenu;
6. Sur proposition des agents saisis d'une affaire, le juge d'instruction décide, éventuellement après discussion avec l'officier de police judiciaire, si le cas peut être traité comme «flagrant délit» ou pas.

D'autres questions pratiques devront encore être discutées notamment avec la police (exigences de rapports, tournus), la suite en cas d'opposition, les frais et les factures non encore établis.

La procédure préconisée ci-dessus pour les cas clairs et mineurs s'impose d'autant plus que dès le 1^{er} janvier 2006, les modifications de la partie générale du code pénal rendront les condamnations immédiates plus problématiques puisqu'il n'y aura plus de peine privative de liberté les 6 premiers mois (peine pécuniaire et travail d'intérêt général).

Ces considérations ont aussi été celles qui ont conduit le Grand Conseil de St-Gall à refuser la création d'une procédure accélérée pour juger la petite délinquance.

- b) Concernant la juridiction pénale des mineurs, rien ne s'oppose, en l'état actuel de notre législation, à ce que le juge prononce un jugement rapide. Le fait que le juge des mineurs soit en même temps juge d'instruction et juge de répression permet en effet une condamnation immédiate, c'est-à-dire sitôt l'enquête terminée. Cette façon de procéder est d'ailleurs une pratique courante à la Chambre pénale des mineurs. L'ordonnance pénale est aussi utilisée dans la procédure des mineurs, ce qui permet de liquider un grand nombre d'affaires dites bagatelles très rapidement. Il reste toutefois que les cas les plus graves et les exigences du futur droit fédéral nécessitent un examen approfondi de la situation personnelle de l'individu, parfois de sa famille, et des observations ou expertises, ce qui empêche une condamnation séance tenante. De plus, dans

les cas graves où le comportement du mineur justifie un placement institutionnel, l'exécution de cette mesure est souvent différée en raison du manque de structure d'accueil pour les jeunes délinquants.

Dans ce secteur de la justice également les règles de procédure permettent déjà un jugement rapide. Il n'y a pas lieu dès lors de prévoir de procédure spéciale.

4. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat approuve les conclusions du groupe de travail et estime également que le code de procédure pénale ainsi que la loi sur la juridiction pénale des mineurs permettent la répression immédiate des infractions flagrantes mineures. Il approuve également la procédure mise en place par l'Office des juges d'instruction laquelle permet d'atteindre le but voulu par l'auteur du postulat.

En l'état, cette procédure ne devrait pas entraîner de charges financières nouvelles.

En conclusion, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre acte du présent rapport.

BERICHT Nr. 166 *3. November 2004*
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Postulat Nr. 230.03 Jacques Morand
betreffend Schaffung eines Gerichts für Fälle
von auf frischer Tat ertappten Straffälligen

Wir unterbreiten Ihnen den Bericht im Anschluss an das Postulat Jacques Morand betreffend die Schaffung eines Gerichts für Fälle von auf frischer Tat ertappten Straffälligen.

1. EINFÜHRUNG

Mit einem am 6. Mai 2003 eingereichten und am 8. Mai 2003 begründeten Postulat haben Grossrat Jacques Morand und 25 Mitunterzeichner dem Staatsrat beantragt zu überprüfen, ob für straffällige Erwachsene und Minderjährige, die namentlich in Fällen, wo sie auf frischer Tat ertappt wurden, ein Geständnis abgelegt haben, ein beschleunigtes Verfahren vorgesehen werden könnte.

In seiner Antwort vom 23. September 2003 hat der Staatsrat eingeräumt, dass angesichts der Zunahme der Straftaten eine raschere Urteilsfällung positive Auswirkungen haben könnte. Er hat daher die Annahme des Postulats vorgeschlagen und angeregt, eine Studie über die Einführung eines beschleunigten Verfahrens sowie über alle anderen für eine raschere Reaktion der Justiz gegenüber gewissen Deliktarten geeigneten Massnahmen erstellen zu lassen.

Am 7. November 2003 hat der Grosse Rat das Postulat erheblich erklärt.

Für die Erstellung dieses Berichts hat sich der Staatsrat abgestützt auf eine vom Amt für Gesetzgebung angefertigte Studie über die Gesetzgebungen des französischen und des deutschen Rechts, auf die vom Institut für Föderalismus betreffend die kantonalen Prozessordnungen gelieferte Dokumentation und schliesslich auf die Schlussfolgerungen einer aus Vertretern der richterlichen Gewalt und der Polizei zusammengesetzten Arbeitsgruppe.

2. RECHTSVERGLEICHUNG

Der Staatsrat hält zunächst fest, dass in unseren Nachbarländern und in der Schweiz keine Gerichte für Fälle von auf frischer Tat ertappten Delinquenten existieren. Das französische Recht kennt nur ein beschleunigtes Verfahren für so genannte unverzügliche Vorladungen, das unter anderem in Fällen von auf frischer Tat ertappten Straftätern angewendet wird. Dasselbe gilt für das deutsche Recht, das ein beschleunigtes Verfahren für klare Fälle vorsieht.

In der Schweiz haben mehrere Kantone ein beschleunigtes Verfahren eingeführt, das bei Vorliegen bestimmter Situationen Anwendung findet.

2.1 Französisches Recht

Das französische Recht enthält besondere Bestimmungen, die eine beschleunigte Ahndung gewisser Vergehen oder Verbrechen bezwecken. Diese Bestimmungen betreffen einerseits die Polizeiuntersuchungen und andererseits das Gerichtsverfahren. Die nachfolgende Abhandlung betrifft nur die letztgenannten Verfahren. Sie vermittelt jedoch ebenfalls gewisse allgemeine Informationen in Bezug auf die Polizeiuntersuchungen (vgl. Ziff. 1 weiter unten).

Hervorzuheben ist, dass die französische Nationalversammlung am 23. Mai 2003 einen Gesetzesentwurf zur Anpassung der Justiz an die Entwicklungen der Kriminalität angenommen hat. Dieser Entwurf enthält Bestimmungen bezüglich der Vorladung nach vorangegangenen Geständnis.

2.1.1 Untersuchung nach Ertappen auf frischer Tat

Wird ein Straftäter auf frischer Tat ertappt, so unterscheidet sich nach französischem Strafprozessrecht das Ermittlungsverfahren vom üblichen Verfahren der Voruntersuchung (ordentliches polizeiliches Ermittlungsverfahren). Die Unterscheidung gründet in der Vorstellung, dass es in Fällen von Widerhandlungen, in denen die betroffene Person auf frischer Tat ertappt wird, unerlässlich ist, sofort Vorkehrungen zu treffen, damit ein Verschwinden der noch offensichtlichen Tatbeweise vermieden werden kann: Die Untersuchungsbeamten verfügen dabei über ausgedehnte Befugnisse, und die Massnahmen zum Schutz der Grundfreiheiten des Beschuldigten sind eingeschränkt. Diese Art von Untersuchung ist somit nur in ziemlich schweren Fällen erlaubt, wo eine Einschränkung der Bürgerrechte gerechtfertigt erscheint. Es muss sich um ein Verbrechen oder um ein Vergehen handeln, das vom Gesetz mit einer Gefängnisstrafe geahndet wird. Davon ausgeschlossen sind Fälle von Übertretungen oder von Delikten, die nur mit Busse bestraft werden.

Die Untersuchung nach Ertappen auf frischer Tat darf nicht länger als acht Tage dauern (Art. 53 Abs. 2 CPP fr.). Die Vorschriften zur Regelung der verschiedenen Untersuchungshandlungen sowohl betreffend die materiellen Ermittlungen wie die Erhebung von Zeugenaussagen sind äusserst minutiös.

2.1.2 Unverzügliche Vorladung

a) Allgemeines

Die unverzügliche Vorladung ist eine von verschiedenen Möglichkeiten, ein Strafgericht mit einer Angelegenheit

zu befassen: Der Prokurator entscheidet dabei, den Beschuldigten auf der Stelle vor das Strafgericht zu bringen (Art. 395 CPP fr.). Diese Vorladung kann nach Festnahme einer auf frischer Tat ertappten Person erfolgen oder in anderen Fällen, in denen der Staatsanwalt die Angelegenheit als sofort spruchreif erachtet.

Das Verfahren der unverzüglichen Vorladung ersetzt seit 1983 jenes der direkten Befassung des Gerichts, welches seinerseits im Jahr 1981 das Verfahren nach Ertappen auf frischer Tat abgelöst hat. Das Verfahren der unverzüglichen Vorladung räumt dem Beschuldigten mehr Rechte ein als die früheren Verfahrensformen.

b) Anwendungsbereich

Hinsichtlich der Personen

Das Verfahren der unverzüglichen Vorladung kann ausschliesslich auf Volljährige angewendet werden.

Hinsichtlich der Widerhandlungen

Es betrifft Delikte, für die das Gesetz eine Gefängnisstrafe von maximal zwei Jahren (oder sechs Monaten in Fällen des Ertappens auf frischer Tat) vorsieht.

Ausgeschlossene Bereiche

Dieses Verfahren ist nicht anwendbar auf Pressedelikte, auf politische Delikte und auch nicht auf Widerhandlungen, für die das Strafverfolgungsverfahren in einem Spezialgesetz vorgesehen ist.

c) Bedingung

Der Prokurator muss aufgrund der vorhandenen Beweise zum Schluss kommen, dass das Gericht in der Lage sein wird, ein Urteil zu fällen: «..., le procureur de la République, lorsqu'il lui apparaît que les charges réunies sont suffisantes et que l'affaire est en l'état d'être jugée, peut, s'il estime que les éléments de l'espèce justifient une comparution immédiate, traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.» (Art. 395 CPP fr.).

d) Verfahren

Zuständige Behörden

Der Entscheid, bei einem Beschuldigten das Verfahren der unverzüglichen Vorladung anzuwenden, obliegt dem Prokurator.

Die für die Verurteilung des Beschuldigten zuständige Behörde ist das Strafgericht.

Rechte des Beschuldigten

Vor der Gerichtsverhandlung

Der Prokurator muss die ihm überwiesene Person darüber informieren, dass sie das Recht auf Verbeiständung durch einen Anwalt ihrer Wahl oder einen amtlich bestellten Verteidiger hat. Der Verteidiger kann die Akten auf der Stelle einsehen und frei mit dem Beschuldigten verkehren (Art. 393 CPP fr.).

Der Beschuldigte kann die Einräumung einer Frist zur Vorbereitung seiner Verteidigung verlangen. Diese Frist muss mindestens zwei Wochen betragen, ausser wenn der Beschuldigte darauf verzichtet, und darf nicht länger als sechs Wochen dauern. Wenn die angedrohte Strafe mehr als sieben Jahre Gefängnis beträgt, wird die Frist verlängert: sie darf diesfalls nicht weniger als zwei Monate und nicht mehr als vier Monate betragen (Art. 397-1 CPP fr.).

Anlässlich der Gerichtsverhandlung

Das Gericht muss den Beschuldigten darauf hinweisen, dass er ohne seine Einwilligung nicht am gleichen Tag verurteilt werden kann. Diese Einwilligung kann nur in Anwesenheit des vom Betroffenen gewählten oder des amtlich bestellten Anwalts eingeholt werden (Art. 397 CPP fr.).

Allgemeine Verfahrensregeln

Vor dem Strafgericht findet das ordentliche Verfahren statt: Es ist mündlich, öffentlich und kontradiktorisch.

Ablauf des Verfahrens

– Wenn der Beschuldigte einwilligt, sofort verurteilt zu werden, und wenn die Angelegenheit spruchreif erscheint, wird er bis zur Gerichtsverhandlung, die am selben Tag erfolgen muss, festgehalten. Er wird von einer Eskorte begleitet vor Gericht geführt. Die Zeugen können sofort und mit allen Mitteln vorgeladen werden (Art. 397-5 CPP fr.).

Wenn die Gerichtsverhandlung nicht am gleichen Tag durchgeführt werden kann, muss der Beschuldigte spätestens am zweiten folgenden Arbeitstag erscheinen. In der Zwischenzeit kann er auf Antrag des Staatsanwaltes der Republik mit Verfügung des Haftrichters provisorisch in Haft genommen werden. Gegen diese Verfügung kann keine Berufung eingelegt werden. Kann das Gericht nicht rechtzeitig eine Sitzung einberufen, wird der Beschuldigte von Amtes wegen auf freien Fuss gesetzt (Art. 395 und 396 CPP fr.).

Wenn der Haftrichter eine provisorische Inhaftierung nicht für notwendig erachtet, fordert der Prokurator den Beschuldigten auf, innert einer Frist von mindestens zehn Tagen und höchstens zwei Monaten vor Gericht zu erscheinen. Der Betroffene kann in Anwesenheit seines Anwalts auf die Einhaltung der Mindestfrist verzichten (Art. 396 CPP fr.).

– Ist der Beschuldigte nicht einverstanden, sofort beurteilt zu werden oder ist die Sache nicht spruchreif, hat das Gericht die Verhandlung auf einen späteren Zeitpunkt innert der zwei bis sechs folgenden Wochen (es sei denn, der Beschuldigte verzichte auf die Einhaltung der Mindestfrist) zu vertagen. Wenn die angeordnete Strafe mehr als sieben Jahre Gefängnis beträgt, kann der Beschuldigte verlangen, dass die Verhandlung auf einen Termin innerhalb der folgenden zwei bis vier Monate verschoben wird (Art. 397-1 CPP fr.).

Um den geordneten Ablauf des Gerichtsverfahrens sicherzustellen, kann das Gericht in beiden Fällen den Beschuldigten unter richterliche Kontrolle stellen oder in provisorische Haft nehmen oder die Weiterführung dieser Massnahmen anordnen. Das Urteil muss in diesem Fall innert zwei Monaten (vier Monaten in Fällen, in denen die neue Verhandlung innert zwei bis vier Monaten stattfinden muss) ab dem Tag des ersten Erscheinens vor Gericht gefällt werden. Liegt innert dieser Frist kein Urteil vor, ist der Beschuldigte von Amtes wegen auf freien Fuss zu setzen.

e) Vollzug der Strafe

Wird der Beschuldigte zu einer Gefängnisstrafe ohne Bewährungsfrist verurteilt, kann das Gericht mit einem begründeten Entscheid die Einweisung in eine Strafanstalt oder die Weiterführung der Inhaftierung anordnen: Der Betroffene wird somit unmittelbar nach seiner Verurteilung eingesperrt (Art. 397-4 CPP fr.).

f) Rechtsmittel

Für die nach einem Verfahren der unverzüglichen Vorladung gefällten Entscheide gelten die gleichen Rechtsmittel wie bei ordentlichen Urteilen.

Wenn jedoch der inhaftierte Beschuldigte (diese Präzisierung schliesst die Fälle aus, in dem die Verurteilung mit Gewährung einer Bewährungsfrist erfolgt) gegen das Haupturteil rekurriert, muss die Kammer innert vier Monaten entscheiden. Geschieht dies nicht, muss der Gefangene von Amtes wegen auf freien Fuss gesetzt werden (Art. 397-4 CPP fr.).

2.2 Deutsches Recht

Der deutsche Gesetzgeber hat ebenfalls ein beschleunigtes Verfahren für klare Fälle eingeführt (§ 417–420 StPO).

Kurz dargelegt, obliegt es der Staatsanwaltschaft, dem Strafrichter oder dem Schöffengericht, den Antrag auf Durchführung des beschleunigten Verfahrens zu stellen, wenn die Sache auf Grund des einfachen Sachverhalts oder der klaren Beweislage zur sofortigen Verhandlung geeignet ist. Die angedrohte Freiheitsstrafe darf nicht mehr als ein Jahr betragen. Die Verhandlung beginnt sofort oder innert kurzer Frist. Der Beschuldigte wird schneller als üblich zur Gerichtsverhandlung vorgeladen, doch gibt es kein Spezialgericht, das für die Anwendung des beschleunigten Verfahrens zuständig ist. Ist eine Freiheitsstrafe von mindestens sechs Monaten zu erwarten, so wird dem Beschuldigten, der noch keinen Verteidiger hat, ein amtlicher Verteidiger bestellt. Dieses Verfahren darf nicht auf Minderjährige angewendet werden (§ 79 Jugendgerichtsgesetz).

Im Übrigen erlaubt das deutsche Strafrecht hinsichtlich der polizeilichen Befugnisse eine vorläufige Festnahme von auf frischer Tat ertapten Straftätern. Die vorläufige Festnahme ist ferner zulässig, wenn eine unverzügliche Entscheidung im beschleunigten Verfahren wahrscheinlich ist (§ 127b StPO).

2.3 Kantonale Rechtsordnungen

Der Kanton JU (Art. 265 CPP) kennt die Einrichtung einer sofortigen Aburteilung. Eine solche bestand auch im bernischen Recht bis zum Inkrafttreten der neuen Prozessordnung im Jahr 1997, die dieses Verfahren aufgegeben hat.

Die Kantone BL (§ 137–142 StPO), TI (Art. 316a–316g CPP) und ZG (§ 69^{ter} – 69^{octies} StPO) haben in ihren Gesetzgebungen ein abgekürztes Verfahren für unbestrittene Fälle eingeführt.

Der Kanton BS hat im Mai 2003 eine Änderung der Strafprozessordnung angenommen, die den Anwendungsbeereich des «Verzeigungsverfahrens» erweitert hat (§ 5 Abs. 2 StPO). Zudem ist eine Motion eingereicht worden, mit der die Schaffung eines «Schnellrichters» beantragt wird.

Im März 2002 hat der Grosse Rat des Kantons SO zwei Motionen übermittelt, mit denen die Einführung von «Schnellrichtern» verlangt wird. Diese sind jedoch noch nicht konkretisiert worden.

Schliesslich hat der Kanton SG eine entsprechende Motion abgelehnt mit der Begründung, dass der Strafbefehl ein geeignetes Mittel für die rasche Beurteilung der

Kleindelinquenz bietet, und dass es unzweckmässig sei, vor dem Inkrafttreten der neuen Bestimmungen des Strafgesetzbuches betreffend die Sanktionen das Strafprozessverfahren zu revidieren.

3. VORGESCHLAGENE MASSNAHMEN

Der Verfasser des Postulats schlägt vor, ein beschleunigtes Verfahren für eine rasche Beurteilung und einen kurzfristig angeordneten Vollzug zu ermöglichen. Er ist der Ansicht, dass in unserem Rechtssystem ab der Feststellung der Widerhandlung und/oder ab Festnahme einer straffälligen Person viel zuviel Zeit vergeht bis zum Urteil einerseits und zum Vollzug der Strafe andererseits.

Aus den Beratungen des Grossen Rates über die Erheblicherklärung des Postulats geht hervor, dass Grossrat Morand nicht nur eine rasche Bestrafung, sondern eine exemplarische Bestrafung wünscht, indem der auf frischer Tat ertappte Straftäter bis zum Urteil in Haft bleiben und zu einer unbedingt ausgesprochenen Freiheitsstrafe verurteilt werden soll.

Der Staatsrat erinnert daran, dass der Richter an die Bestimmungen des Schweizerischen Strafgesetzbuches über die Festsetzung der Strafen und an die Bestimmungen der Strafprozessordnung über die Untersuchungshaft gebunden ist. Er kann folglich für kleinere Widerhandlungen, ausser bei Rückfall, keine Strafen ohne Gewährung einer Bewährungsfrist festsetzen. Solche Verurteilungen werden mit Inkrafttreten der neuen allgemeinen Bestimmungen des Strafgesetzbuches noch weniger häufig vorkommen.

Das Bundesgericht hat ausserdem mehrmals betont, dass generalpräventive politische Überlegungen nur insoweit Einfluss auf die Bemessung der Strafe haben dürfen, als damit die der Schuld angemessene Strafe nicht überschritten wird.

Es ist somit nicht zulässig, einen Verurteilten aus Gründen der allgemeinen Vorbeugung strenger zu bestrafen als dies das Mass seiner Schuld rechtfertigt.

Der Staatsrat ist indes auch der Meinung, dass in einfachen Fällen die Strafverfolgung und die Bestrafung rascher vorangehen sollten als dies gegenwärtig der Fall ist. Er befürwortet jedoch nicht die Schaffung eines Verfahrens der unverzüglichen Vorladung nach dem französischen Modell, da dieses Verfahren grosse Bedenken namentlich unter dem Gesichtspunkt der Rechtsgleichheit und der Schwächung der Verteidigungsrechte oder sogar der Rechte einer allfälligen Zivilpartei hervorruft.

a) In Übereinstimmung mit der Arbeitsgruppe stellt der Staatsrat fest, dass unsere Strafprozessordnung eine rasche Beurteilung von kleineren Widerhandlungen und auf frischer Tat ertapten Straftätern mittels Strafbefehl zulässt. Der Strafbefehl, mit welchem jedes Jahr ungefähr 6000 Widerhandlungen geahndet werden, wird in einem summarischen Verfahren aufgrund der Akten oder nach einer Untersuchung erlassen. Bereits heute kommt es vor, dass der Untersuchungsrichter auf frischer Tat ertappte Straftäter gemäss diesem Verfahren beurteilt, wenn es sich um klare Fälle handelt. Die Verallgemeinerung dieses Verfahrens für alle Fälle von Ertappen auf frischer Tat würde aber gewisse Umstellungen innerhalb des Untersuchungsrichteramtes und der Kantonspolizei bedingen.

Die Arbeitsgruppe und das Untersuchungsrichteramt haben folgendes Verfahren vorgeschlagen:

1. Der den Pikettdienst ausübende Untersuchungsrichter wird die so genannten «Fälle von auf frischer Tat ertapten» im Untersuchungsrichteramt behandeln;
2. Pro Jahr sollen nicht mehr als 250 Angelegenheiten nach diesem Verfahren behandelt werden;
3. Es wird sich hauptsächlich um folgende Kategorien von Fällen handeln: Kleinhandel mit Betäubungsmitteln, einfacher Diebstahl und gewisse Widerhandlungen gegen das ANAG und das SVG;
4. Die unbestrittenen und klaren Fälle werden in dieser Kategorie behandelt werden können. Dies gilt nicht für Übertretungen, da der für Fälle von auf frischer Tat ertappten Straftätern vorausgesetzte Polizeigewahrsam für Übertretungen nicht angeordnet werden kann;
5. Der Untersuchungsrichter wird innert 24 Stunden (Dauer des Polizeigewahrsams) einen Strafbefehl verfassen, ohne im Besitz eines Polizeiberichtes zu sein. Er wird sich einzig auf einen mündlichen Bericht der anwesenden Polizeibeamten stützen, über den, zusammen mit den Aussagen des Beschuldigten, ein Protokoll erstellt wird;
6. Auf Antrag der mit einem Fall befassten Polizeibeamten entscheidet der Untersuchungsrichter, eventuell nach Rücksprache mit dem Offizier der Gerichtspolizei, ob die Angelegenheit als Fall von «auf frischer Tat ertappt» behandelt werden kann oder nicht.

Andere praktische Fragen werden noch mit der Polizei zu regeln sein (Anforderungen hinsichtlich der Berichte, Turnus), ebenso der weitere Verfahrensverlauf im Falle einer Einsprache, die Kosten und die noch nicht erstellten Rechnungen.

Das weiter oben angesprochene Verfahren für klare und kleinere Fälle ist umso nötiger, als die unverzügliche Verurteilung von Straftätern ab dem 1. Januar 2006 aufgrund der Änderungen des allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches schwierig durchführbar wäre. Die revidierten Bestimmungen des Strafgesetzbuches sehen nämlich vor, dass für Verurteilungen bis zu sechs Monaten keine Freiheitsstrafen mehr ausgesprochen werden (stattdessen Geldstrafe und gemeinnützige Arbeit).

Diese Erwägungen waren auch massgebend dafür, dass der Grosse Rat von St. Gallen die Schaffung eines

beschleunigten Verfahrens für Kleindelikte abgelehnt hat.

- b) Was die Jugendstrafgerichtsbarkeit anbelangt, so kann der Richter auch aufgrund der geltenden Gesetzgebung ein rasches Urteil fällen. Die Tatsache, dass der Jugendrichter gleichzeitig Ermittlungs- und Strafrichter ist, ermöglicht eine unverzügliche Verurteilung, das heisst eine Verurteilung sofort nach Ende der Ermittlungen. Diese Vorgehensweise ist im Übrigen bei der Jugendstrafkammer üblich. Im Jugendstrafverfahren werden auch Strafbefehle erlassen, sodass zahlreiche so genannte Bagatellfälle sehr rasch erledigt werden können. Es bleibt jedoch dabei, dass in den schweren Fällen und aufgrund der Anforderungen des künftigen Bundesrechts die gründliche Überprüfung der persönlichen Situation der betroffenen Person, manchmal auch seiner Familie, erforderlich ist sowie Beobachtungen und Gutachten angeordnet werden müssen, was einer sofortigen Verurteilung im Wege steht. Zudem muss in schweren Fällen, in denen aufgrund des Verhaltens des Minderjährigen eine Einweisung in eine Anstalt erforderlich ist, der Vollzug dieser Massnahme oftmals verschoben werden, da es an Betreuungsstrukturen für jugendliche Straffällige mangelt.

Auch in diesem Justizbereich ermöglichen es die geltenden Verfahrensregeln bereits, ein rasches Urteil zu fällen. Es ist daher nicht erforderlich, ein Spezialverfahren vorzusehen.

4. ZUSAMMENFASSUNG

Der Staatsrat stimmt den Schlussfolgerungen der Arbeitsgruppe zu und hält fest, dass die Strafprozessordnung sowie das Gesetz über die Jugendstrafgerichtsbarkeit die unverzügliche Verurteilung von Straftätern, die auf frischer Tat ertappt werden, ermöglicht, sofern es sich um kleinere Widerhandlungen handelt. Er erklärt sich ausserdem einverstanden mit dem vom Untersuchungsrichteramt vorgeschlagenen Verfahren, mit dem sich die vom Verfasser des Postulats angeregten Ergebnisse erzielen lassen.

Dieses Verfahren sollte voraussichtlich keine neuen Ausgaben zur Folge haben.

Zusammenfassend beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.
